



L'industrie des jeux. L'Etat gagne à tous les coups:

Considérant les sommes considérables déboursées par nos concitoyens à la française des Jeux, au PMU ou dans les casinos, on se demande pourquoi la pression fiscale supportée par les Français–la plus lourde d'Europe– ne s'allège pas! Cette année, en effet, parieurs, cocheurs, gratteurs et autres flambeurs auront offert un joli cadeau à Bercy: 20 milliards de francs!

En 1998, plus de 150 milliards de francs ont été dépensés dans les jeux en France, soit près de 10 % du budget national. 80 milliards l'ont été dans les 160 casinos français (dont l'activité a été dopée par l'introduction des machines à sous en 1987), près de 36 milliards à la française des Jeux et 35 milliards au PMU.

Par comparaison, aux Etats–Unis, c'est deux fois et demie le budget français qui a été flambé en 1997: 4 000 milliards de francs!

Et depuis quelques années, un nouvel acteur est apparu: Internet, qui draine déjà 40 milliards de francs dans le monde à travers de véritables casinos virtuels, la plupart installés dans des paradis fiscaux échappant à tout contrôle des Etats.

Et encore, ces chiffres ne prennent évidemment pas en compte les milliards dépensés dans les tripots clandestins tenus par les organisations mafieuses.

Moralement suspect, le jeu est pourtant si profitable aux Etats que la plupart n'ont jamais songé à renoncer à un pactole qu'ils préfèrent contrôler plutôt que de le laisser aux mains de la pègre. Mis à part certaines "exceptions" comme la Suisse ou la chine, la plupart des pays du monde "tolèrent" le jeu pour peu qu'il soit organisé par des structures contrôlées par l'Etat. La plupart des 110 sociétés nationales de loteries opérant dans le monde sont des entreprises d'Etat. Elles réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 810 milliards de francs.

En France, où il est officiellement "interdit sauf dérogation" (on appréciera la subtile hypocrisie de la loi), la Française des Jeux et le PMU sont directement sous tutelle publique. La première est une société d'économie mixte détenue à 72 % par l'Etat à qui elle reverse 70 % de son chiffre d'affaires. Seuls les casinos, qui restent sous très haute surveillance des pouvoirs publics qui ont purgé cette activité de ses participations mafieuses, sont exploitées par des sociétés privées, mais celles–ci sont placées sous le contrôle du Ministère de l'Intérieur. Même dans les deux royaumes de la libre entreprise que sont les Etats–Unis et la Grande–

Bretagne, les compagnies privées de paris sont strictement régulées et tout aussi taxées. Au pays de Sa Majesté, Camelot, première société de loterie au monde, a réalisé un chiffre d'affaires de 55 milliards de francs en 1998! Elle détient également le record de la plus grosse cagnotte à ce jour: 720 millions de francs.

Malgré l'importance des sommes en jeu (c'est le cas de le dire), la France est loin d'atteindre les records atteints dans certains autres pays. En Europe, où est réalisée la moitié du chiffre d'affaires mondial des jeux de loterie, la Française des Jeux ne vient qu'en quatrième position, derrière les loteries britannique, italienne et espagnole. En Italie, le Totocalcio, un système de paris, basé sur le championnat de football national, draine 22 milliards de francs de mises.

Les Français consacrent en moyenne 610 francs par an à l'achat de tickets de loto et autres jeux à gratter, et 650 francs aux courses PMU. Le Britannique dépense 850 francs en moyenne chez son "bookmaker" où il est possible de parier sur tout et n'importe quoi, et pas seulement sur les courses hippiques ou les courses de lévriers. Il est battu par l'Irlandais (1 300 francs) ou le citoyen de la petite mais prospère République de Singapour (2 500 francs). A Honk-Kong, le Jockey Club, équivalent de notre PMU, engrange 65 milliards de francs de recettes par an. Mais la palme revient incontestablement au Japonais qui parie annuellement 8 000 francs sur les courses cyclistes ou les traditionnels combats de sumo!

Enfin, activité beaucoup plus difficile à évaluer en l'absence de toute organisation officielle, les paris liés aux combats de coqs, voire de reptiles, sont extrêmement répandus en Amérique latine et en Asie.

Des chiffres si impressionnants masquent pourtant une situation commune aux autres activités économiques: l'industrie du jeu est un secteur tout aussi concurrentiel que les autres.

Concurrence aussi à l'export. Car si les sociétés de loteries et de paris ne sont pas autorisées à intervenir directement à l'étranger, rien ne les empêche d'exporter leur savoir-faire.

L'"enfer du jeu" n'échappe donc pas à la révolution des nouvelles technologies de l'information. Dans les pays scandinaves on peut déjà jouer au loto à partir de son téléphone mobile.

Enfin, le secteur, sur lequel lorgnent de près les incontournables fonds de pension anglo-saxons, se concentre. Six grands groupes cotés en bourse contrôlent la moitié des 160 établissements français: Partouche (20 casinos), Tranchant (15), Européenne de Casinos (14), Lucien Barrière (13), Accor (9) et Moliflor (7), lui-même objet d'une OPA!

Enfin, autre enjeu (!) loin d'être négligeable: les jeux font vivre 63 000 salariés en France.
